Les Égyptiens de retour à Tahrir pour réclamer plus de changement

Les Egyptiens sont redescendus dans les rues hier vendredi pour une nouvelle «journée de la colère», afin de protester contre la lenteur du changement promis par l'armée, au pouvoir depuis la chute du président Hosni Moubarak en février dernier. Des dizaines de milliers de personnes étaient rassemblées en début d'après-midi place Tahrir, dans le centre du Caire, pour réclamer «la fin de la corruption politique» et une nouvelle Constitution «maintenant, pas plus tard». Les appels à manifester au Caire et dans le reste du pays ont été lancés principalement par des mouvements de jeunes actifs sur internet, qui avaient contribué de manière décisive au soulèvement anti-régime de janvier et février. Ils appellent aujourd'hui à une nouvelle «journée de la colère», en référence à l'une des plus grandes manifestations anti-Moubarak le 28 janvier.

A Charm El-Cheikh, sur la mer Rouge, des centaines de personnes ont défilé devant l'hôpital où M. Moubarak se trouve depuis la mi-avril pour demander son transfert en prison, selon un correspondant de l'AFP. Le président déchu et ses deux fils Alaa et Gamal doivent être jugés à une date encore non décidée. L'ancien président est placé en détention provisoire dans cet hôpital en attendant que son état de santé permette son transfert en prison. Les manifestants réclament le retour rapide à un pouvoir civil, le renvoi des responsables de l'ancien régime toujours présents dans de nombreux secteurs de l'administration et des actions en justice plus fermes contre ceux accusés de corruption et de violences. «Nous voulons un procès public pour Moubarak et les voleurs», scandait la foule, doutant de la sincérité de l'annonce mardi d'un procès pour l'ancien raïs. «Nous voulons avoir une nouvelle Constitution avant les élections. Des amendements ne sont pas suffisants», estime Randa Gohar, 33 ans, une employée à domicile, en faisant allusion à la révision limitée de la Constitution en vigueur sous M. Moubarak adoptée en mars dernier. Les généraux qui dirigent le Conseil suprême des forces armées (CSFA), au pouvoir, «ont été avec Moubarak pendant des années. C'est nous qui l'avons renversé, pas eux», affirmait Mouhannad Galal, 27 ans. Le CSFA est dirigé par le maréchal Hussein Tantaoui, aujourd'hui chef d'Etat de fait, qui fut ministre de la Défense de l'ancien président pendant vingt ans. Les Frères musulmans, le mouvement hostile au régime déchu le mieux organisé d'Egypte, s'est en revanche déclaré «très préoccupé» par les appels à manifester, redoutant qu'ils ne se traduisent par des divisions entre le peuple et l'armée qui seraient préjudiciables au succès de la transition. L'armée elle-même a indiqué qu'elle se tiendrait à l'écart des manifestations pour éviter toute violence.

Dans un communiqué posté sur sa page Facebook, elle met en garde contre «les éléments suspects qui vont essayer d'opposer l'armée au peuple». Quatre personnes qui collaient des affiches appelant à manifester avaient été brièvement arrêtées jeudi au Caire. Des élections législatives, pour remplacer un Parlement actuellement dissous, sont prévues en septembre prochain, mais la suite de la séquence politique – nouvelle Constitution, élection présidentielle – est encore floue. L'Egypte traverse depuis le changement de régime de graves difficultés économiques – chute du tourisme et des investissements étrangers, hausse de l'inflation et du chômage notamment. Le sommet du G8 réuni à Deauville (France) a promis d'aider l'Egypte et la Tunisie à surmonter les difficultés économiques engendrées par leurs transitions politiques.

JACQUES BREL ET LE FRANÇAIS BANNIS DU MÉTRO BRUXELLOIS

Flamands mais pas roses

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Bruxelles, capitale de l'Europe, de la Belgique, siège de l'Otan, a une autre particularité. Elle est majoritairement francophone. Ce qui irrite, à tout le moins, les nationalistes flamands qui ont le vent en poupe actuellement.

La société du transport urbain de Bruxelles, la STIB, a succombé, de façon triste et ubuesque, au chantage flamand. Le Français est donc purement et simplement interdit de métro. Pourtant le sous-sol de la ville abrite une station du nom de Jacques Brel.

Flamand bruxellois, l'auteur et compositeur, porte-flambeau du français, a donc été banni dans son fief. Pour justifier cette «horreur», la porte-parole de la société du transport dit : «Les artistes francophones pourront voir leurs œuvres diffuser à condition qu'elles soient chantées en… anglais !» Polémique. Grosse polémique. La ministre des Transports et non du transport — autre trouvaille belge — intervient et renvoie la décision aux calendes grecques. Sinon belges. Ce qui est encore plus aléatoire. Plus facile à déclamer qu'à réaliser. Suite.

«Je vais demander une réglementation qui permette la diffusion de suffisamment de chansons dans les deux langues officielles de la région.» Il s'agit du français et du néerlandais.

La responsable politique ne rétablit pas le français dans son droit mais promet, simplement, d'y remédier en quémandant des mesurettes d'apaisement. La décision du Métropolitain Bruxelles permet donc la diffusion de 70% d'anglais, 15% d'espagnol et 15% d'Italien.

De quoi faire retourner dans sa tombe Jacques Brel, élu, il y a cinq ans, «roi des Belges» par un sondage crédible. Il est vrai que, précautionneux, l'auteur et interprète de La Fanette et *Sur le port d'Amsterdam*, avait décidé d'être enterré hors Belgique. Hors Europe.

A. M.

Sarkozy d'accord avec Obama pour qu'Assad mène la transition ou parte

Le président français Nicolas Sarkozy a déclaré hier être en accord avec son homologue américain Barack Obama pour appeler le président syrien Bachar Al-Assad à diriger la transition ou à se retirer du pouvoir. «Est-ce que j'aurais pu dire cela ? Oui», a déclaré Nicolas Sarkozy lors d'une conférence de presse clôturant le sommet du G8 de Deauville (nord-ouest). Barack Obama «a eu raison de le dire», a-t-il ajouté. Le 19 mai, le président américain avait affirmé : «Le président Assad est maintenant face à un choix. Il peut diriger la transition, ou s'écarter.» C'est la première fois que la France parle aussi clairement d'un départ du pouvoir du président Assad car les deux options évoquées récemment par Barack Obama reviennent à une perte du pouvoir du président syrien. Jusqu'à présent, les autorités françaises se limitaient à réclamer la fin de la répression en Syrie, des réformes et la prise en compte des aspirations du peuple syrien. «La France a quelque crédit» pour évoquer le choix qui s'offre désormais au président Assad, a expliqué Nicolas Sarkozy. «C'est que nous avons tout fait pour ramener la Syrie dans le concert des nations internationales. Tout fait. Nous avons discuté avec (les Syriens), essayé de les aider, de les comprendre», a-t-il rappelé. «Malheureusement, j'ai le regret de dire que les dirigeants syriens font une formidable marche en arrière. La France dans ces conditions retire sa confiance et dénonce ce qui doit être dénoncé», a souligné le président français. «Le président Bachar Al-Assad savait parfaitement que la France ferait ça à partir du moment où il y avait cette régression démocratique qui est inacceptable», a-t-il conclu.

Mladic peut être transféré vers le TPIY, selon la justice serbe

Ratko Mladic, l'ex-chef militaire des Serbes de Bosnie arrêté jeudi après 16 ans de cavale, peut être transféré vers le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à La Haye pour répondre de génocide, a décidé hier une juge serbe.

«Il a été établi que le général Ratko Mladic était physiquement apte à suivre l'audience, il a refusé de recevoir l'acte d'accusation du TPIY et nous avons ensuite décidé que les conditions pour son transfèrement étaient remplies», a déclaré à la presse la juge Maja Kovacevic. Elle a ajouté qu'un rapport médical «précisait qu'il était physiquement apte à suivre les audiences en dépit du fait qu'il souffre de plusieurs maladies chroniques». «Nous déposerons une plainte lundi matin (...) Le juge d'instruction estime qu'il (Ratko Mladic) est apte à suivre les audiences. Personnellement, je pense qu'il ne l'est pas», a déclaré son avocat Me Saljic à la presse. Si cet appel est effectivement interjeté, un panel de trois juges disposera de trois jours pour l'examiner. Peu avant l'audience, le fils de Ratko Mladic, Darko, avait indiqué à la presse que son père se considérait comme «non coupable» et que son état de santé ne permettait pas son transfèrement devant la justice internationale. L'audition de Mladic, 69 ans, avait dû être interrompue jeudi car il «devait prendre un médicament», a indiqué Bruno Vekaric, le porte-parole du Tribunal serbe pour les crimes de guerre sur la chaîne de télévision publique RTS. Mladic était furtivement apparu devant les caméras jeudi, vieilli, affaibli et se déplaçant avec difficulté, n'ayant plus grand chose à voir avec le «boucher des Balkans» des années 1990. Pour d'autres, cependant, Ratko Mladic est parfaitement en mesure de communiquer avec ses interlocuteurs. «Il y a de la folie dans son regard», a déclaré une source proche du Tribunal pour les crimes de guerre, tout en soulignant qu'«il serait envoyé à La Haye même s'il est fou». Le TPIY a inculpé Ratko Mladic pour génocide pour son rôle lors du massacre de Srebrenica, le plus important en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. 8 000 hommes et adolescents musulmans de Bosnie furent tués par les forces serbes de Bosnie en juillet 1995. Il devra aussi répondre de son inculpation pour le siège de Sarajevo, qualifié d'«enfer médiéval» par le TPIY. La Russie a appelé hier à ce qu'il bénéficie d'un «procès impartial». Les premières précisions sur les circonstances de l'arrestation de Mladic, jeudi à l'aube à Lazarevo, village du nord-est de la Serbie, ont commencé à filtrer hier. Mladic se trouvait dans la maison de l'un de ses cousins et l'opération est le fruit de la coopération des services de sécurité serbes (BIA) et de l'équipe chargée de la traque de l'ancien chef militaire des Serbes de Bosnie, selon le quotidien *Blic*. «Il n'a offert aucune résistance. A la différence de Radovan Karadzic, il ne s'est pas masqué, n'a tenté à aucun moment de dissimuler son identité», explique une source anonyme citée par le journal. «Il était seul au moment de son arrestation (...) entouré uniquement de ses cousins. Aucun de ses soldats n'était avec lui», a ajouté cette source. Selon un voisin cité par *Vecernje Novosti*, Mladic était dans sa chambre, en pyjama, au moment de l'arrestation. Deux quotidiens serbes ont diffusé hier en première page un portrait de face de Ratko Mladic, vieilli et amaigri, les tempes blanchies sous une casquette de base-ball bleue. Aucune indication n'a filtré sur la durée du séjour de Ratko Mladic à Lazarevo. Il échappait à la justice internationale depuis 16 ans. Son arrestation, saluée comme une victoire pour la justice internationale par nombre de responsables internationaux, a donné lieu jeudi à de petites manifestations d'ultra-nationalistes à Belgrade et Novi Sad. Le Parti radical (SRS, ultra-nationaliste) a appelé à une manifestation de protestation dimanche soir. L'arrestation de l'ancien chef politique des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, en juillet 2008 à Belgrade, avait donné lieu quelques jours après à d'importants débordements.